

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE STATISTIQUE
ET D'ECONOMIE APPLIQUEE

ABIDJAN
AVRIL 2002

CONCOURS D'ELEVE INGENIEUR STATISTICIEN ECONOMISTE

OPTION MATHEMATIQUES

CONTRACTION DE TEXTE

DUREE : 3 HEURES



Sujet : Vous résumerez en 150 mots (résumé au 10^{ème} environ) le texte suivant de Jean-Marie Domenach sur le terrorisme. N'oubliez pas de préciser le nombre de mots utilisés à la fin de votre copie.

DU TERRORISME

Le «terrorisme», c'est d'abord la guerre des autres. Le mot a été consacré par le vocabulaire de la propagande : *Terroristen*, ainsi les nazis avaient-ils baptisé les francs-tireurs ; *Terror-Angriff* (attaques de terreur) désignait les bombardements alliés sur les villes allemandes. A l'époque, nous avions pourtant la conviction que la véritable terreur était le fait d'une entreprise totalitaire de domination et d'asservissement plutôt que le fait d'actes isolés – si terrifiants fussent-ils – commis au service de la libération des peuples opprimés. De même, les commandos sionistes, il y a vingt cinq ans, étaient «terroristes» aux yeux des anglais ; de même aujourd'hui, aux yeux des israéliens, les commandos palestiniens... Il est donc nécessaire de se méfier d'un mot lui-même «piégé», et de se rappeler que les actes violents sont moins graves que les états violents, même s'ils sont plus spectaculaires. Une personne qui meurt dans la rue émeut plus que cent personnes qui meurent chez elles.



De grands Etats puissants et respectés, qui ont des sièges aux institutions internationales, font, sous une forme plus ou moins dissimulée, passer la terreur sur de larges parties de leurs populations. Mais, lorsque des groupes dépourvus d'Etats (Irlandais du Nord , Palestiniens, Noirs américains, etc...) en usent d'une manière qui ne peut-être que sporadique et plus ou moins incontrôlée, l'opinion publique est bouleversée et les condamnations pleuvent. A y bien regarder, c'est un paradoxe car l'usage de la terreur par un Etat constitué, reconnu et donc capable de se faire obéir, est beaucoup plus répréhensible que s'il s'agit de groupes irréguliers, plus ou moins clandestins et par là exposés aux risques d'anarchie et de surenchère qui guettent toutes les résistances. Mais la terreur est proscrite par le droit des gens. Les Etats qui la condamnent lorsqu'elle s'exerce à leurs dépens sont souvent mal fondés à en appeler à un droit international qu'ils ne se font pas faute de bafouer (ainsi Israël qui n'a jamais tenu compte des condamnations et recommandations de l'O.N.U.). C'est pourquoi, si l'on ne se résigne pas à la généralisation du terrorisme, qui conduirait à une sorte de jungle sans arbitrage, il faut en appeler à des arguments politiques et moraux ajustés à la pratique du terrorisme lui-même.

Faut-il tenir le langage de l'efficacité ? «Contrairement à l'illusion dangereuse, de plus en plus répandue dans notre société [...] les moyens les plus violents ne sont pas les plus efficaces». Disons plutôt : «ne sont pas toujours les plus efficaces» car il arrive qu'ils le soient : le premier terrorisme du F.L.N. a conduit à l'indépendance de l'Algérie et certains détournements d'avion ont déjà arraché à des dictatures plusieurs centaines de détenus politiques ou d'individus persécutés.

Cependant, si réussies que puissent être de telles actions, elles portent en elles de graves contradictions. Par le système des otages, elles se trouvent en appeler à l'humanité de ceux dont elles dénoncent précisément les pratiques inhumaines. Menées au nom des masses, elles sont exécutées par de petits groupes qui se substituent aux organisations responsables et qui, pour ainsi dire, volent le peuple de son action libératrice et suscitent souvent chez lui, au lieu d'une conscience combative, la gêne et même le dégoût. Menées pour un but politique, elles empruntent leurs méthodes aux criminels de droit commun. Avec raison les marxistes se méfient de ces actions anarchiques, toujours au bord de dégénérer en meurtres irresponsables et inutiles, de ces terroristes fascinés et en quelque sorte damné par leur violence. Malraux en a dessiné il y a longtemps l'inoubliable portrait.

Il faut donc modérer et encadrer le plus possible le terrorisme (La Résistance française était arrivée empiriquement à cette conclusion). Lié à une cause et à un peuple par une organisation responsable, limité dans ses objectifs, le terrorisme peut-être à l'avant-garde, l'appel d'une juste cause. Promu au rang d'une activité prioritaire, il tend à se refermer sur lui-même, à déposséder ses auteurs de leurs justifications et ses partisans de leur responsabilité et de leur vigueur. J'ajoute que l'apologie du terrorisme faite par ceux qui n'en prennent pas les risques est toujours ignoble.



Ces considérations éthiques et politiques ne touchent cependant pas le fond, c'est à dire la situation malsaine et ordinairement dissimulée, que révèle la prolifération actuelle du terrorisme. N'oublions pas que la paix mondiale résulte de «l'équilibre de la terreur» même si elle permet un essor inouï de l'industrie et du commerce. On reproche aux terroristes de tuer des non-combattants, mais qu'est-ce que la dissuasion atomique sinon une permanente menace de mort signifiée à des millions de civils. Or c'est précisément cet équilibre de la terreur, maintenant cimenté par la diplomatie et l'économie, qui autorise les plus grandes puissances à bloquer des évolutions qui, de plus en plus, explosent en terrorisme. Un gigantesque mécanisme, trop lourd pour être secoué et trop complexe pour être révisé, assure la tranquillité du désordre établi. Nous le voyons également fonctionner à une échelle réduite à l'intérieur des Etats où il produit des résultats analogues : le recours à des actes de rupture qui revêtent parfois des formes terroristes.

Allons plus loin. On s'indigne de ce que les terroristes – particulièrement les pirates de l'air – s'en prennent à des «innocents». Or il n'y a plus d'innocents en temps de guerre. Y en a-t-il en temps de paix ? Et de quoi sont donc coupables les enfants qui meurent de faim dans certains pays sous-développés ? Bénéficiaires d'un système qui fonde sur la menace permanente du massacre atomique et sur l'exploitation des pauvres son empire et sa prospérité, nous pouvons difficilement prétendre n'en être pas complices. Il est trop commode lorsque ce système est agressé de se réfugier dans la dénonciation vertueuse et les Israéliens ont raison lorsqu'ils constatent que cette indignation est à la mesure de la peur qu'inflige le terrorisme à des nations qui, jusqu'alors, ne se croyaient pas concernées. Oui, un jour ou l'autre, n'importe lequel d'entre nous peut devenir un otage.

L'esprit du temps travaille à diluer la culpabilité individuelle. Personne ne se veut responsable de rien. Mais alors naît une culpabilité collective bien difficile à cerner, comme on le voit à propos des accidents de la route. Peut-être la diffusion du terrorisme aura-t-elle l'avantage de nous conduire à un examen de conscience sur notre responsabilité solidaire et politique. Ensuite – car il ne faut pas s'arrêter longtemps à l'accusation – nous devrions considérer que le terrorisme dénonce le blocage généralisé des sociétés et des institutions nationales et internationales. L'hypertrophie technique, comme le montre Jacques Berque, se paye de l'immobilisation et de la réduction des autres facteurs du développement humain. Il faut donc s'employer à assouplir et à diversifier les institutions, de sorte qu'elles puissent traduire les évolutions de la base et se plier à la revendication de ces différences qu'exacerbe la civilisation technique.



Si, demain chacun peut devenir une cible pour les tenants d'une cause qu'il méprise ou qu'il ignore, c'est le signe que nul n'échappe désormais à sa responsabilité à l'égard de l'ordre qui meurt et de celui qu'il est urgent de créer. Le terrorisme n'est pas un résidu de barbarie qu'on puisse évacuer à force de discours vertueux et de mesures policières, mais le symptôme d'un détraquement et d'une injustice essentielle, l'annonce de terreurs et de morts plus absurdes, qu'il reste en notre pouvoir d'éviter.

Jean-Marie Domenach.